

NATIONS UNIES

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

TIM/2004/4
FO: EFC/04/5
27 juillet 2004



**Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture**

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR
L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE**

COMITÉ DU BOIS
Soixante-deuxième session

COMMISSION EUROPÉENNE DES FORÊTS
Trente-deuxième session

RÉUNION COMMUNE

Genève (Suisse), 5-9 octobre 2004

**RÔLE DU COMITÉ DU BOIS ET DE LA COMMISSION EUROPÉENNE
DES FORÊTS À L'AVENIR DANS LE DIALOGUE INTERNATIONAL
SUR LES POLITIQUES FORESTIÈRES**

(Point 6 de l'ordre du jour provisoire)

Note du secrétariat

Le présent document expose: 1) un bref historique du dialogue international sur les politiques forestières; 2) la mise en œuvre, au niveau national, des mesures prises et l'appui apporté par la coopération régionale au dialogue mondial et régional sur les politiques forestières; et 3) la contribution du Comité du bois et de la Commission européenne des forêts au dialogue régional et mondial sur la gestion durable des forêts et à la mise en œuvre des engagements convenus au niveau international.

Les délégations sont invitées à examiner le rôle que le Comité du bois et la Commission européenne des forêts devraient jouer dans le dialogue international sur les politiques forestières, à la lumière de l'évolution de ce dialogue. Elles seront invitées à participer activement aux débats; leur attention est appelée sur les questions figurant au paragraphe 24 qu'elles pourraient souhaiter examiner.

INTRODUCTION

1. Le dialogue international sur les politiques forestières a beaucoup contribué à la gestion durable des forêts. Les résultats et les activités de suivi de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), des principes relatifs aux forêts¹, du programme Action 21, des conventions internationales concernant la diversité biologique, les changements climatiques et la désertification, d'autres accords et instruments internationaux, ainsi que divers processus régionaux ont permis de réaliser des progrès supplémentaires. Ces efforts ont permis de faire mieux comprendre au secteur forestier ce qui constitue une gestion durable des forêts, renforcé l'engagement politique en faveur des forêts et servi de catalyseur à l'appui apporté à la mise en œuvre d'une gestion durable des forêts.

2. Le dialogue international sur les forêts qui se déroule dans le cadre du Forum des Nations Unies sur les forêts regroupe tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies. Ce Forum se réunit tous les ans et vise à promouvoir l'action et l'engagement à long terme en faveur d'une gestion durable des forêts, notamment par le biais de la mise en œuvre des mesures adoptées par le Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts et le Forum intergouvernemental sur les forêts – les prédécesseurs du Forum des Nations Unies sur les forêts. Le Partenariat de collaboration sur les forêts et ses 14 membres² jouent un rôle clef en aidant les pays à parvenir à une gestion durable des forêts et en renforçant la coopération et la coordination en ce qui concerne les forêts aux niveaux mondial, régional et national.

3. Malgré quelques progrès, la déforestation et la dégradation des forêts se poursuivent dans de nombreux endroits de la planète. Il faut de toute évidence intensifier et coordonner les efforts déployés à tous les niveaux – national, régional et mondial – pour promouvoir une gestion durable des forêts. Des efforts réalisés aux niveaux régional et mondial doivent venir à l'appui de l'action menée au niveau national au titre des programmes forestiers nationaux ou d'autres schémas directeurs globaux équivalents concernant les forêts.

¹ Déclaration de principes, non juridiquement contraignante, mais faisant autorité, pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts.

² Les membres du Partenariat de collaboration sur les forêts sont les suivants: Center for International Forestry Research (CIFOR); Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT); Union internationale des instituts de recherche forestière (UFRO); Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique; Secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial (FEM); Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification; Secrétariat du Forum des Nations Unies sur les forêts; Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC); Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD); Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE); Conseil international pour la recherche en agroforesterie (ICRAF); Banque mondiale; Union mondiale pour la nature (UICN).

HISTORIQUE DU DIALOGUE INTERNATIONAL SUR LES POLITIQUES FORESTIÈRES

4. La question de savoir s'il convenait ou non de lancer des négociations en vue d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant concernant les forêts a donné lieu à un vif débat dans le cadre de la CNUED. On n'est encore parvenu à aucun consensus. Les débats se poursuivent dans le cadre du Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts et du Forum intergouvernemental sur les forêts, et la question sera examinée par le secrétariat du Forum des Nations Unies sur les forêts à sa cinquième session en mai 2005.

5. Le débat consacré aux forêts dans le cadre de la CNUED s'est révélé difficile, mais les pays ont décidé d'un ensemble de principes constituant une base commune d'engagement et d'action en vue d'une gestion durable des forêts aux niveaux national, régional et international. Les gouvernements ont créé le Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts en 1995, puis le Forum intergouvernemental sur les forêts deux ans plus tard, pour poursuivre le dialogue.

6. Dans le cadre du Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts et du Forum intergouvernemental sur les forêts, les gouvernements ont accepté près de 300 propositions d'action visant à accélérer le processus pour parvenir à une gestion durable des forêts. Outre la question d'un instrument juridiquement contraignant, des questions épineuses portant sur les aspects financiers, le transfert de technologie et le commerce demeurent en suspens. L'importance de ces questions et le souhait de voir la question des forêts demeurer parmi les préoccupations internationales ont conduit à la création du Forum des Nations Unies sur les forêts en 2000, pour une période initiale de cinq ans, qui prendra fin en 2005.

7. En vue de parvenir à une gestion durable des forêts à l'échelon mondial, le Forum des Nations Unies sur les forêts a été créé pour s'acquitter des six principales fonctions suivantes:

- Faciliter et promouvoir l'application des mesures proposées par le Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts/Forum intergouvernemental sur les forêts;
- Servir d'instance dans laquelle les gouvernements élaboreront des politiques et organiseront une concertation;
- Renforcer la coopération ainsi que la coordination des programmes intéressant les forêts;
- Favoriser la coopération internationale ainsi que la coopération intersectorielle;
- Assurer le suivi et l'évaluation des progrès réalisés; et
- Renforcer l'engagement politique à long terme.

Le Forum des Nations Unies sur les forêts doit également examiner «les paramètres d'un mandat en vue de la formulation d'un cadre juridique concernant tous les types de forêts» et chercher des solutions à la question du soutien financier et du soutien en matière de transfert de technologie³.

³ Résolution E/2000/35 du Conseil économique et social (document E/2000/INF/2/Add.3).

8. Les quatre premières sessions du Forum des Nations Unies sur les forêts ont été consacrées à un large éventail de questions techniques et intersectorielles⁴. En outre, 10 initiatives (réunions internationales) conduites par les pays ou organisations ont été réalisées à l'appui du Forum⁵. Enfin, trois groupes spéciaux d'experts du Forum se sont réunis: 1) le Groupe spécial d'experts sur les méthodes et mécanismes de suivi, d'évaluation et d'établissement de rapports (décembre 2003); 2) le Groupe spécial d'experts du financement et du transfert de technologie respectueuse de l'environnement (décembre 2003); et 3) le Groupe d'experts sur l'examen des éléments d'un mandat en vue de l'élaboration d'un cadre juridique concernant tous les types de forêts (septembre 2004).

9. En 2005, à sa cinquième session, le Forum procèdera à un examen de l'efficacité de l'arrangement international sur les forêts. Cet examen sera fondé sur les informations fournies par les pays, les membres du Partenariat de collaboration sur les forêts et d'autres organisations et mécanismes compétents concernant la mise en œuvre des propositions du Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts et du Forum intergouvernemental sur les forêts en vue des mesures à prendre et de la réalisation des six tâches confiées au Forum des Nations Unies sur les forêts. En tenant compte des résultats de l'examen et des recommandations du troisième groupe spécial d'experts, le Forum étudiera la question de l'arrangement international futur sur les forêts. La cinquième session du Forum comportera également un débat ministériel de haut niveau.

10. Un débat d'orientation concernant les forêts a également lieu dans le cadre d'autres accords et instruments internationaux se rapportant aux forêts: la Convention sur la diversité biologique, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et l'Accord international sur les bois tropicaux. Des efforts sont actuellement déployés pour renforcer la coopération et optimiser les synergies entre ces instruments en ce qui concerne les forêts, en particulier par l'intermédiaire du Partenariat de collaboration sur les forêts.

MISE EN ŒUVRE AU NIVEAU NATIONAL DES MESURES CONVENUES DANS LE CADRE DU DIALOGUE INTERNATIONAL SUR LES POLITIQUES FORESTIÈRES

11. Le Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts, le Forum intergouvernemental sur les forêts et le Forum des Nations Unies sur les forêts ont tous trois reconnu que la mise en œuvre des mesures convenues au niveau international relevait principalement des pays. Les propositions d'action portent sur un vaste éventail de questions techniques concernant la gestion des forêts, la participation du secteur public et la surveillance qu'il doit assurer, l'évaluation et l'élaboration de rapports ainsi que les critères, les indicateurs, les concepts et les termes et définitions. Les questions intersectorielles comme la coopération internationale et le renforcement des capacités sont également examinées, l'accent étant mis sur les ressources

⁴ Voir rapport de la première session du Forum des Nations Unies sur les forêts pour le programme de travail pluriannuel du Forum (document E/CN.18/2001/3/Rev.1).

⁵ Voir www.un.org/esa/forests/gov-unff pour la liste des initiatives conduites par les pays ou organisations.

financières, le commerce international et le transfert de technologie écologiquement rationnelle. Les mesures pertinentes devraient être incorporées dans les programmes forestiers des pays ou dans un cadre équivalent pour mettre en place des processus nationaux visant à formuler, appliquer et coordonner des politiques, des stratégies, des actions et des plans cohérents.

12. Le programme forestier d'un pays devrait couvrir non seulement les activités nationales et locales, mais également les mesures que le Gouvernement a acceptées au niveau régional ou mondial. En outre, puisque les programmes forestiers nationaux portent également sur des questions intersectorielles et ont des incidences intersectorielles, ils permettent de préciser la contribution du secteur forestier aux efforts plus généraux allant dans le sens d'un développement durable. En tant que tels, ils devraient faire partie intégrante des stratégies nationales de développement durable, des stratégies de réduction de la pauvreté et d'autres plans liés au développement économique, à l'utilisation des sols et aux conditions environnementales, y compris ceux concernant l'agriculture et la biodiversité. Ces programmes devraient aussi intégrer les efforts déployés en vue d'une meilleure gouvernance et d'une amélioration des mécanismes d'application des lois relatives aux forêts, notamment des actions convenues récemment dans le cadre de plusieurs initiatives internationales visant à combattre l'abattage illicite et le commerce illicite des produits forestiers, tels que les processus relatifs à l'application des lois forestières, à la gouvernance et au commerce mis en place en Europe, en Asie de l'Est et en Afrique.

13. Les pays européens ont un rôle important à jouer, non seulement pour ce qui est de mettre en œuvre leurs programmes forestiers nationaux, mais également pour ce qui est d'aider les pays qui s'efforcent d'élaborer et d'appliquer leur propre programme forestier national. La mise en œuvre de tels programmes est rendue difficile dans de nombreux pays en développement ou en transition par le manque de ressources institutionnelles, humaines et financières. Une mauvaise coordination au niveau institutionnel et une participation insuffisante du secteur public ont également entravé les efforts en faveur d'une gestion durable des forêts. Une assistance bilatérale et multilatérale pourrait être déterminante pour aider à l'élaboration et à la mise en œuvre de programmes forestiers nationaux dans les pays en développement.

14. Depuis la fin des années 90, un soutien aux programmes forestiers nationaux des pays en développement a été accordé bilatéralement et par l'intermédiaire d'organisations et d'initiatives multilatérales, en particulier le Mécanisme pour les programmes forestiers nationaux, partenariat mis en place sous l'égide de la FAO mais composé de pays, d'institutions bilatérales, d'organisations internationales et non gouvernementales et du secteur privé et le Programme mondial sur les forêts, partenariat regroupant de multiples donateurs, sous l'égide de la Banque mondiale. La FAO complète l'action du Mécanisme pour les programmes forestiers nationaux et du Programme mondial sur les forêts en fournissant aux États membres des services consultatifs et une assistance technique pour les aider à formuler une politique forestière, à assurer une planification stratégique, à instaurer un dialogue intersectoriel et à renforcer les capacités institutionnelles.

15. Plusieurs réunions internationales qui se sont tenues récemment ont recommandé le recours à des mécanismes systématiques de suivi, par exemple l'application de critères et d'indicateurs de la gestion durable des forêts lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes forestiers nationaux. L'intégration de critères et d'indicateurs dans ces programmes

pourrait permettre de parvenir plus facilement à une gestion durable des forêts et de surveiller l'efficacité et l'efficace de ces programmes et des projets connexes.

LE RÔLE DE LA COOPÉRATION RÉGIONALE DANS LE DIALOGUE INTERNATIONAL SUR LES POLITIQUES FORESTIÈRES ET L'ACTION DANS CE DOMAINE

16. Le Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts, le Forum intergouvernemental sur les forêts et le Forum des Nations Unies sur les forêts ont reconnu le rôle important que jouaient la coopération régionale et l'action régionale à l'appui d'une gestion durable des forêts. Plusieurs propositions d'action formulées par le Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts et le Forum intergouvernemental sur les forêts demandent spécifiquement aux organisations et instruments régionaux d'aider les pays dans les efforts qu'ils déploient pour mettre en œuvre les mesures proposées en faveur des programmes forestiers nationaux, de favoriser les synergies et les partenariats, de sensibiliser davantage le public à la question des forêts, de renforcer les systèmes de données et de contribuer au processus de dialogue international sur les politiques forestières.

17. En outre, il a été reconnu au cours du débat ministériel de haut niveau qui s'est déroulé pendant la seconde session du Forum des Nations Unies sur les forêts que la coordination et la coopération entre les régions étaient indispensables pour appuyer et encourager une action en faveur d'une gestion durable des forêts. La coopération régionale a été l'un des thèmes principaux au cours des tables rondes consacrées aux initiatives régionales qui se sont déroulées pendant les troisième et quatrième sessions du Forum. Ces tables rondes ont comporté des présentations sur la région de l'Amazonie, l'Amérique centrale, l'Europe, l'Afrique et les petits pays insulaires en développement. La section du bois CEE/FAO, le Groupe de liaison de Vienne de la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe et le secrétariat Conseil de l'Europe/Union européenne de la Stratégie paneuropéenne de la diversité biologique et paysagère ont fait conjointement, au cours de la troisième session du Forum des Nations Unies sur les forêts, une présentation sur la coopération forestière régionale en Europe. Le rôle des six commissions forestières régionales de la FAO a également été souligné au cours des sessions du Forum des Nations Unies sur les forêts.

LE RÔLE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE DES FORÊTS ET DU COMITÉ DU BOIS DANS LE DIALOGUE MONDIAL ET RÉGIONAL SUR LA GESTION DURABLE DES FORÊTS ET LA MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS CONVENUS AU NIVEAU INTERNATIONAL

18. La Commission européenne des forêts de la FAO et le Comité du bois de la CEE offrent depuis longtemps un forum de discussion pour les questions forestières régionales et conseillent la FAO et la CEE respectivement en ce qui concerne leurs programmes de travail relatifs aux forêts. Des débats de haut niveau sur les politiques forestières se déroulent sous les auspices de la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe. Cette dernière coopère avec la CEE et la FAO et avec le processus Environnement pour l'Europe/Stratégie paneuropéenne de la diversité biologique et paysagère.

19. Outre qu'ils procèdent à des échanges d'informations, de données d'expérience et de technologies et qu'ils conseillent la FAO et les gouvernements sur les priorités et les programmes, le Comité du bois et la Commission européenne des forêts contribuent à l'élaboration des apports régionaux au dialogue mondial sur les forêts. Ils constituent d'importants mécanismes dans la région pour ce qui est de diffuser l'information, de faire mieux comprendre les problèmes qui se posent dans le secteur forestier dans la région, de renforcer la participation régionale aux processus internationaux et de faciliter le suivi des accords et décisions de la CNUED.

20. Un objectif du domaine d'activité 5 du projet de programme de travail intégré pour 2003-2007 du Comité du bois et de la Commission européenne des forêts est de contribuer à la concertation régionale et mondiale sur le développement durable du secteur forestier. L'élément de programme 5.1 concerne la coordination avec la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe et la contribution à ses activités; et l'élément de programme 5.2 la contribution au dialogue mondial sur les forêts par l'intermédiaire d'organes régionaux tels que la Commission européenne des forêts et la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe.

21. La Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe, par le biais de ses quatre conférences ministérielles (Strasbourg, 1990; Helsinki, 1993; Lisbonne, 1998; et Vienne, 2003) et le suivi donné aux résolutions qui en sont issues ont permis de catalyser de manière efficace la coordination et la coopération régionales en matière de gestion durable des forêts. La Déclaration de Vienne propose entre autres choses de «relever les défis internationaux», de continuer à soutenir le Forum des Nations Unies sur les forêts et de contribuer à la mise en œuvre des propositions d'action formulées par le Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts/Forum intergouvernemental sur les forêts, du programme de travail pluriannuel du Forum des Nations Unies sur les forêts et de son plan d'action, ainsi que du programme de travail élargi sur la diversité biologique des forêts de la Convention sur la diversité biologique et des autres engagements pris au plan international dans le secteur des forêts. Le programme de travail actuel de la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe, qui vise à mettre en œuvre les résolutions de la quatrième Conférence ministérielle et le travail régulier de la Conférence (fondé sur la mise en œuvre des résolutions des conférences précédentes) comportent un certain nombre d'activités à réaliser en collaboration avec la CEE et la FAO en matière de gestion durable des forêts en Europe, notamment le renforcement des synergies; le développement de la viabilité économique; les dimensions sociales et culturelles; la conservation et le développement de la diversité biologique des forêts en Europe; et les changements climatiques et la gestion durable des forêts⁶. Le programme de travail de la Conférence prévoit une collaboration entre l'unité de liaison de la Conférence, la CEE/FAO et le secrétariat de la Stratégie paneuropéenne de la diversité biologique et paysagère ainsi qu'une contribution paneuropéenne à l'action mondiale et régionale du Forum des Nations Unies sur les forêts, de la Convention sur la diversité biologique, de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

22. Le Comité du bois et la Commission européenne des forêts sont bien placés pour débattre des questions d'orientation prioritaires dans la région. Ainsi, les sujets abordés cette année

⁶ Voir http://www.illegal-logging.info/papers/Work_Programme_adopted_at_ELM_Oct_03.pdf.

incluent les défis à long terme pour le secteur, l'application des lois forestières et la gouvernance. Ces débats contribueront à concrétiser les engagements internationaux en Europe ou, s'il s'agit de questions nouvelles et émergentes, les recommandations de la Commission européenne des forêts seront communiquées au Comité des forêts et à d'autres forums pour être portées à l'attention internationale.

THÈMES DE DISCUSSION

23. Le dialogue international comporte de nombreux aspects mondiaux, régionaux et sous-régionaux. L'arrangement international sur les forêts sera réexaminé par le Forum des Nations Unies sur les forêts en 2005. De plus, l'Accord international sur les bois tropicaux sera renégocié. Les délégations sont invitées à examiner, à la lumière de l'évolution du dialogue international, le rôle que le Comité du bois et la Commission européenne des forêts devraient jouer dans le dialogue international sur les politiques forestières.

24. Pour animer les débats, les participants à cette réunion commune souhaiteront peut-être examiner les questions ci-après:

- **Quel but les pays de la région devraient-ils poursuivre dans le dialogue international, que ce soit au niveau mondial ou régional?**
- **Quelle contribution spécifique pourraient apporter le Comité du bois et la Commission européenne des forêts au dialogue international? Le projet de programme intégré, exposé au point 10 de l'ordre du jour, tient-il adéquatement compte de cette volonté de contribuer au dialogue? Si ce n'est pas le cas, quelles modifications faudrait-il y apporter?**
- **Les discussions techniques qui ont lieu dans des forums tels que le Comité du bois et la Commission européenne des forêts et les débats au niveau politique du Forum des Nations Unies sur les forêts sont-ils vraiment liés? L'interaction et l'information sont-elles suffisantes?**
- **Comment assurer au mieux la communication et l'interaction entre les niveaux mondial et régional du dialogue international?**
- **Quelles orientations la réunion commune proposerait-elle à la FAO, en particulier au Comité des forêts en 2005 en ce qui concerne sa contribution au dialogue international sur les forêts?**
- **Quelle devrait être l'interaction entre les organismes chargés du secteur forestier tels que le Comité du bois et la Commission européenne des forêts d'une part et les organisations et processus qui s'intéressent beaucoup aux forêts mais qui ne sont pas exclusivement orientés sur le secteur forestier, en particulier la Convention sur la diversité biologique et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques d'autre part?**
